Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 341 del 13 dicembre 1982

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 13 dicembre 1982 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 81

LEGGE 3 dicembre 1982, n. **912.**

Ratifica ed esecuzione dei protocolli del 1981 per la sesta proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e per la prima proroga della convenzione sull'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington il 24 marzo 1981.

LEGGE 3 dicembre 1982, n. **913.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Turchia per evitare le doppie imposizioni derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea, con scambi di note, firmato ad Ankara il 29 settembre 1981.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 dicembre 1982, n. **912.**

Ratifica ed esecuzione dei protocolli del 1981 per la sesta proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e per la prima proroga della convenzione sull'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington il 24 marzo 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i protocolli del 1981 per la sesta proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e per la prima proroga della convenzione sull'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington il 24 marzo 1981.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente agli articoli 9 e IX dei protocolli stessi.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana, con imputazione della relativa spesa alla «gestione finanziaria» della predetta Azienda.

Art. 4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 19.500 milioni in ragione di anno, si provvede con le disponibilità del capitolo 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1982 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1982

PERTINI

FANFANI — COLOMBO — BODRATO — GORIA — MANNINO

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

PROTOCOLES

de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971

PREAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974, 1975, 1976, 1978 et 1979,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts – la Convention sur le commerce du blé de 1971 qui a été prorogee à nouveau par Protocole en 1979, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980, d'autre part – prend fin le 30 juin 1981,

A établi les textes des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980.

PROTOCOLE DE 1981 PORTANT SIXIÈME PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a éte prorogée à nouveau par Protocole en 1979, vient à expiration le 30 juin 1981,

Sont convenus de ce qui suit

ARTICLE 1ER

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention)

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1983, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1983, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes)

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1981:

a) le paragraphe 4 de l'article 19;

b) les articles 22 à 26 inclus;

c) le paragraphe 1 de l'article 27;

d) les articles 29 à 31 inclus

ARTICLE 3.

(Définition).

Toute mention, dans le présent Protocole, du « gouvernement » ou des « gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application à titre provisoire » par un gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la

signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4

(Dispositions financières)

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5

(Signature)

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 24 mars 1981 au 15 mai 1981 inclus, à la signature des gouvernements des pays parties à la Convention prorogée à nouveau par le Protocole de 1979, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 6 mars 1981, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés dans l'annexe A ou dans l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6

(Ratification, acceptation ou approbation)

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacun des gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 30 juin 1981, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date

ARTICLE 7

(Adhésion)

1 Le présent Protocole sera ouvert

a) jusqu'au 30 juin 1981, à l'adhésion du gouvernement de tout membre énuméré à cette date dans les annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 30 juin 1981, à l'adhésion du gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs

2. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3 Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés dans les annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa *b)* du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8

(Application à titre provisoire)

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole Tout autre gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire. Tout gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie

ARTICLE 9

(Entrée en vigueur)

1 Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er juillet 1981 si, au 30 juin 1981, des gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui auraient détenu ces pourcentages de voix respectifs le 30 juin 1981 s'ils avaient été parties à la Convention à cette date, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole.

2 Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront deposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire

ARTICLE 10.

(Notification par le gouvernement dépositaire)

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de gouvernement dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11

(Copie certifiée conforme du Protocole)

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12

(Rapport entre le Préambule et le Protocole)

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chaque partie signataire et adhérent ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

Pour l'Afrique du Sud

D B SOLE
May 15, 1981

Pour l'Algérie

RÉDHA MALEK
May 15, 1981

Pour l'Allemagne, République Fédérale de

WIEGAND C PABSCH
May 14, 1981

Pour l'Arabie Saoudite:

F. ALHEGELAN
April 30, 1981

Pour l'Australie:

N. F. PARKINSON
May 12, 1981

Pour l'Autriche

D. GUENTER BIRBAUM
May 7, 1981

Pour la Belgique

J. R. SCHOUMAKER
May 14, 1981

Pour le Brésil:

A. F. AZEREDO DA SILVEIRA
28 April, 1981

Pour la Communauté économique européenne

R. D. KERGORLAY
May 14, 1981

Pour la Corée:

YONG SHIK KIM
May 7, 1981

Pour Cuba

R SANCHEZ PARODI
8 Mayo 1981

Pour le Danemark

OTTO BORCH
subject to ratification
May 14, 1981

Pour l'Egypte

ASHRAF GHORBAL
April 24, 1981

Pour l'Espagne

ALONSO A DE TOLEDO
15 Mayo 1981

Pour les Etats-Unis d'Amérique

RICHARD E. LYNG
May 8, 1981

Pour la Finlande

PASI RUTANEN
May 12, 1981

Pour la France:

F L LABOULAYE
May 14, 1981

Pour la Grèce

A KOSTOPOULOS
May 14, 1981

Pour le Guatamala

FELIPE DOROTEO MONTERROSO
15 Mayo 1981

Pour l'Irak

Z. AL-OMAR
November 5, 1981

Pour l'Irlande

SEÁN DONLON
May 14, 1981

Pour l'Italie

PAOLO PANSA CEDRONIO
May 14, 1981

Pour le Japon:

YOSHIO OKAWARA
May 12, 1981

Pour le Kenya

JOHN P. MBOGUA
April 16, 1981

Pour le Luxembourg

N. DIDIER
May 14, 1981

Pour Maurice

JESSERAMSING
May 7, 1981

Pour les Pays Bas

A G O. SMITSENDONK
May 14, 1981

Pour le Pérou

F SCHWALB
May 15, 1981

Pour le Portugal

RIBEIRO DE MENESES
May 13, 1981

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

DEREK M D. THOMAS
May 14, 1981

Pour le Saint-Siège

PIO LAGHI
May 12, 1981

Pour la Suède

W. WACHTMEISTER
April 6, 1981

Pour la Suisse:

A. Hegner
May 6, 1981

Pour la Trinité-et-Tobago:

Victor C. Mc Intyre
May 15, 1981

Pour la Tunisie:

Ali Hedda
April 22, 1981

Pour l'Union des Républiques socialistes sovietiques

A Dobrynin
May 15, 1981

Pour le Venezuela:

M. Perez Ch
May 5, 1981

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

PROTOCOLE DE 1981
PORTANT PREMIÈRE PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1980

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971 vient à expiration le 30 juin 1981,

Sont convenus de ce qui suit

Article I

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention)

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1983, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1983, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

Article II

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes)

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1981:

a) article XII;

b) article XVII;

c) paragraphe 1 de l'article XVIII

Article III.

(Aide alimentaire internationale)

Aux fins de l'application de la Convention, telle qu'elle a été prorogée par le présent Protocole, tout membre qui aura adhéré audit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VIII de ce Protocole sera réputé figurer au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, avec la contribution minimale qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article VIII du présent Protocole.

ARTICLE IV.

(Signature)

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington du 24 mars 1981 au 15 mai 1981 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention.

ARTICLE V.

(Dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le dépositaire du présent Protocole.

ARTICLE VI

(Ratification, acceptation ou approbation)

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformément à ses procédures constitutionnelles Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1981, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire établi en vertu de la Convention (dénommé ci-après « le Comité ») peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE VII.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole Il applique le present Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE VIII.

(Adhésion)

1. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article III de la Convention qui n'a pas signé le présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1981, étant entendu que le Comité pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Lorsque le présent Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IX du présent Protocole, il sera ouvert à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, aux conditions que le Comité jugera appropriées Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3 Tout gouvernement adhérant au présent Protocole en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est *réputé* provisoirement y être partie.

ARTICLE IX

(Entrée en vigueur)

1 Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er juillet 1981, si, au 30 juin 1981, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que le Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'il entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que le Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X

(Durée)

Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1983 inclus, sous réserve que le Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, reste en vigueur jusqu'à cette date incluse.

ARTICLE XI

(Textes faisant foi)

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du dépositaire, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

ARTICLE XII

(Rapport entre le Préambule et le Protocole)

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date qui figure en regard de leur signature.

Pour l'Allemagne, République Fédérale de:

WIEGAND C PABSCH
May 14, 1981

Pour l'Australie

H F PARKINSON
May 12, 1981

Pour l'Autriche

D. GUENTER BIRBAUM
May 7, 1981

Pour la Belgique:

J. R. SCHOUMAKER
May 14, 1981

Pour la Communauté économique européenne

R D KERGORLAY
May 14, 1981

Pour le Danemark

OTTO BORCH
subject to ratification
May 14, 1981

Pour l'Espagne

ALONSO A DE TOLEDO
15 Mayo 1981

Pour les Etats-Unis d'Amérique

RICHARD E. LENG
May 8, 1981

Pour la Finlande:

PASI RUTANEN
May 12, 1981

Pour la France

F L. LABOULAYE
14 Mai 1981

Pour la Grèce

A KOSTOPOULOS
May 14, 1981

Pour l'Irlande

SEÀN DONLON
May 14, 1981

Pour l'Italie

PAOLO PANSA CEDRONIO
May 14, 1981

Pour le Japon

YOSHIO OKAWARA
May 12, 1981

Pour le Luxembourg

N. DIDIER
May 14, 1981

Pour la Norvège:

KNUT HEDEMANN
March 25, 1981

Pour les Pays Bas

ANTON G O SMITSENDONK
May 14, 1981

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

DEREK M D. THOMAS
May 14, 1981

Pour la Suède:

W WACHTMEISTER
April 6, 1981

Pour la Suisse

A. HEGNER
May 6, 1981

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facente fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli

PROTOCOLLI

del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971

PREAMBOLO

La Conferenza riunitasi per stabilire i testi dei Protocolli del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971,

considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, ricondotto o prorogato negli anni 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974, 1975, 1976, 1978 e 1979,

considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti – la Convenzione sul commercio del grano del 1971, nuovamente prorogata mediante Protocollo del 1979, e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980 – giunge a scadenza il 30 giugno 1981,

ha concordato il testo dei Protocolli del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980.

PROTOCOLLO DEL 1981 RECANTE SESTA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I governi parti contraenti del presente Protocollo,

considerando che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (in appresso denominata « Convenzione ») facente parte dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, che è stata prorogata nuovamente mediante Protocollo nel 1979, giunge a scadenza il 30 giugno 1981,

hanno convenuto quanto segue

ARTICOLO 1

(Proroga, scadenza e denuncia della Convenzione)

Fatte salve le disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesimo fino al 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo internazionale sul grano entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1983, il Protocollo in causa rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2

(Disposizioni della Convenzione inoperanti)

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1981:

a) paragrafo 4 dell'articolo 19;

b) articoli da 22 a 26 incluso;

c) paragrafo 1 dell'articolo 27;

d) articoli da 29 a 31 incluso

ARTICOLO 3

(Definizione)

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, di un « governo » o di « governi » vale anche per la Comunità economica europea (in appresso denominata « la Comunità »). Pertanto, qualsiasi menzione nel presente Protocollo della « firma » o del « deposito degli stru-

menti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o di uno strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un governo, vale, nel caso della Comunità, anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria a nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4

(Disposizioni finanziarie)

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo conformemente alle disposizioni dell'articolo 7, paragrafo 1, lettera *b)* del medesimo, viene fissata dal Consiglio in funzione del numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo restante della campagna agricola in corso; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori per la campagna agricola in corso non sono modificate

ARTICOLO 5

(Firma)

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 24 marzo 1981 al 15 maggio 1981 incluso, alla firma dei governi dei paesi che sono parti contraenti della Convenzione prorogata nuovamente dal Protocollo del 1979 e che sono provvisoriamente considerati parti contraenti di quest'ultima alla data del 6 marzo 1981, o che sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica e che figurano nell'Allegato A o nell'Allegato B della Convenzione.

ARTICOLO 6

(Ratifica, accettazione o approvazione)

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America entro il 30 giugno 1981, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO 7

(Adesione)

1 Il presente Protocollo sarà aperto

a) fino al 30 giugno 1981 all'adesione del governo di ogni membro elencato a tale data negli allegati A o B della Convenzione, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data;

b) dopo il 30 giugno 1981 all'adesione del governo di ogni membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, alle condizioni che il Consiglio riterrà opportune, a maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2. L'adesione avviene mediante deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America

3. Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri elencati negli allegati A o B della convenzione, ogni membro il cui governo abbia aderito alla convenzione alle condizioni prescritte dal Consiglio ovvero al presente protocollo conformemente al paragrafo 1, lettera *b)* del presente articolo sarà ritenuto indicato nell'allegato relativo.

ARTICOLO 8

(Applicazione provvisoria)

Ogni governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Anche ogni altro governo che soddisfi alle condizioni necessarie per la firma del presente Protocollo o la cui richiesta di adesione sia stata approvata dal Consiglio può depositare, presso il Governo degli Stati Uniti d'America, una dichiarazione di applicazione provvisoria. Ogni governo che depositi tale dichiarazione applica il presente Protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso

ARTICOLO 9

(Entrata in vigore)

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1981 se, entro il 30 giugno 1981, dei governi rappresentanti i membri esportatori che detengono almeno il 60 per cento dei voti di cui all'alle-

gato A e rappresentanti i membri importatori che detengono almeno il 50 per cento dei voti di cui all'allegato B o che avrebbero detenuto tali percentuali rispettive di voti il 30 giugno 1981 se fossero stati parti contraenti della convenzione a tale data avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria in conformità degli articoli 6, 7 e 8 del presente protocollo.

2 Se il presente Protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere di comune accordo che esso entrerà in vigore tra i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10

(Notifiche da parte del governo depositario)

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di governo depositario, notificherà a tutti i governi firmatari ed aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria del presente Protocollo ed ogni adesione, nonché ogni notifica e preavviso ricevuti in conformità dell'articolo 27 della Convenzione, ed ogni dichiarazione e notifica ricevute in conformità dell'articolo 28 della Convenzione.

ARTICOLO 11

(Copia certificata conforme del Protocollo)

Al più presto dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo, il governo depositario invierà una copia certificata conforme di detto protocollo, nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite Ogni emendamento del presente Protocollo sarà parimenti comunicato al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

ARTICOLO 12

(Rapporti tra il preambolo e il Protocollo)

Il presente Protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente Protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede Gli originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, che ne invierà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti, nonché al segretario esecutivo del Consiglio.

(Seguono le firme)

PROTOCOLLO DEL 1981 RECANTE PRIMA PROROGA DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1980

Le parti contraenti del presente Protocollo,

considerando che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980 (in appresso denominata « Convenzione ») facente parte dell'Accordo internazionale sul grano del 1971 giunge a scadenza il 30 giugno 1981,

hanno convenuto quanto segue

ARTICOLO I

(Proroga, scadenza e denuncia della Convenzione)

Fatte salve le disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesimo fino al 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1983, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo Accordo.

ARTICOLO II

(Disposizioni della Convenzione inoperanti)

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1981:

a) articolo XII;

b) articolo XVII;

c) paragrafo 1 dell'articolo XVIII

ARTICOLO III

(Aiuto alimentare internazionale)

Ai fini dell'applicazione della Convenzione quale è stata prorogata dal presente Protocollo, ogni membro che avrà aderito al medesimo conformemente al suo articolo VIII sarà considerato come indicato nell'articolo III, paragrafo 3 della Convenzione, con il contributo minimo che gli sarà stato assegnato conformemente alle disposizioni pertinenti dell'articolo VIII del presente Protocollo.

ARTICOLO IV

(Firma)

Il presente Protocollo sarà aperto a Washington, dal 24 marzo 1981 al 15 maggio 1981 incluso, alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3 della convenzione.

ARTICOLO V

(Depositario)

Il Governo degli Stati Uniti d'America è il depositario del presente Protocollo

ARTICOLO VI.

(Ratifica, accettazione o approvazione)

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1981, restando tuttavia inteso che il comitato dell'aiuto alimentare istituito a norma della convenzione (in appresso denominato « comitato ») può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO VII

(Applicazione provvisoria)

Ogni governo firmatario può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Esso applica tale Protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO VIII

(Adesione).

1. Il presente Protocollo è aperto all'adesione di ogni governo di cui all'articolo III, paragrafo 3 della Convenzione, che non abbia firmato detto Protocollo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1981, restando tuttavia inteso che il comitato può accordare una o più proroghe dei termini ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data.

2. Quando il presente Protocollo sarà entrato in vigore conformemente al disposto del suo articolo IX, esso sarà aperto all'adesione di ogni governo diverso da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 3 della convenzione, alle condizioni che il comitato riterrà opportune. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario

3. Ogni governo aderente al presente Protocollo a norma del paragrafo 1 o del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, in attesa del deposito del suo strumento di adesione. Esso applica il presente Protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO IX

(Entrata in vigore)

1 Il presente Protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1981 se, entro il 30 giugno 1981, i governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, della Convenzione avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria, sempreché sia in vigore il Protocollo del 1981 recante sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

2 Se il presente Protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere all'unanimità che esso entrerà in vigore tra di loro, sempreché sia in vigore il Protocollo del 1981 recante sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova Convenzione sul commercio del grano che la sostituisca, ovvero potranno adottare qualsiasi altra misura che a loro parere la situazione richieda.

ARTICOLO X

(Durata)

Il presente Protocollo resterà in vigore fino al 30 giugno 1983 incluso, sempreché resti in vigore fino a tale data inclusa il Protocollo del 1981 recante sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova Convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

ARTICOLO XI

(Testi facenti fede)

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati negli archivi del depositario, che ne inviera copie certificate conformi a tutti i governi firmatari ed aderenti.

ARTICOLO XII

(Rapporti tra il preambolo e il Protocollo)

Il presente Protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1981 recanti sesta proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

(Seguono le firme)

LEGGE 3 dicembre 1982, n. **913.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Turchia per evitare le doppie imposizioni derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea, con scambi di note, firmato ad Ankara il 29 settembre 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo fra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Turchia per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea firmato ad Ankara il 29 settembre 1981, e relativi scambi di note in pari data.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 4 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1982

PERTINI

FANFANI — COLOMBO — FORTE — CASALINUOVO — CAPRIA — DI GIESI

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

ACCORDO

fra il Governo della Repubblica di Turchia ed il Governo della Repubblica italiana per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea.

Il Governo della Repubblica di Turchia ed il Governo della Repubblica italiana,

Animati dal desiderio di concludere un Accordo per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea in traffico internazionale,

Hanno convenuto quanto segue

Articolo 1

Il presente Accordo si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti

Articolo 2

1. Nel presente Accordo, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine « Turchia » designa la Repubblica di Turchia e comprende qualsiasi zona situata al di fuori del mare territoriale della Turchia che, in conformità della legislazione turca concernente l'esplorazione e lo sfruttamento delle risorse naturali, può essere considerata come zona all'interno della quale possono essere esercitati i diritti della Turchia relativi al fondo del mare, al sottosuolo marino ed alle loro risorse naturali;

b) il termine « Italia » designa la Repubblica italiana e comprende qualsiasi zona situata al di fuori del mare territoriale italiano che, in conformità della legislazione italiana concernente la esplorazione e lo sfruttamento delle risorse naturali, può essere considerata come zona all'interno della quale possono essere esercitati i diritti dell'Italia relativi al fondo del mare, al sottosuolo marino ed alle loro risorse naturali;

c) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano la Turchia o l'Italia, come il contesto richiede;

d) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

e) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini della imposizione;

f) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano rispettivamente una impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente ed una impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

g) l'espressione « esercizio della navigazione marittima ed aerea » designa l'attività professionale di trasporto per mare e per via aerea di persone, animali, merci e posta svolta da proprietari, conduttori, noleggiatori, armatori o esercenti di navi o aeromobili, ivi compresa la vendita di biglietti di passaggio ed analoghi documenti per tale trasporto, nonché ogni altra attività ad esso direttamente connessa;

h) l'espressione « traffico internazionale » designa qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da un'impresa turca o italiana, ad eccezione del caso in cui il trasporto è effettuato esclusivamente fra località situate nel territorio della Turchia o dell'Italia;

i) l'espressione « autorità competente » designa

1) per quanto concerne la Turchia, il Ministero delle finanze;

2) per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle finanze

2. Per l'applicazione dell'Accordo da parte di uno Stato contraente le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte cui si applica l'Accordo, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 3

I redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea in traffico internazionale, effettuato sotto bandiera nazionale da un'impresa di uno Stato contraente esercente tale attività, sono esenti nell'altro Stato contraente dalle imposte sui redditi e da ogni altra imposizione effettuata per conto di detto altro Stato o di un suo ente locale sui redditi imponibili in tale ultimo Stato.

Articolo 4

Il presente Accordo entrerà in vigore all'atto dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni avranno effetto

per le imposte relative a ciascun anno imponibile che inizia il, o successivamente al, primo gennaio dell'anno successivo a quello dell'entrata in vigore dell'Accordo.

ARTICOLO 5

Il presente Accordo rimarrà in vigore fino a che non sia denunciato da uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente può denunciare l'Accordo, per via diplomatica, notificandone la cessazione almeno sei mesi prima della fine dell'anno solare.

In tal caso, l'Accordo cesserà di avere effetto per le imposte relative a ciascun anno imponibile che inizia il, o successivamente al, primo gennaio dell'anno successivo a quello della denuncia.

FATTO ad Ankara il 29 settembre 1981 in lingua turca, italiana ed inglese. In caso di divergenze tra il testo turco e italiano, prevarrà il testo inglese

Per la Repubblica di Turchia	*Per la Repubblica Italiana*
Ahmet Senvar Doğu	Bartolomeo Attolico

SCAMBIO DI NOTE

Eccellenza,

con riferimento all'Accordo tra il Governo della Repubblica di Turchia ed il Governo della Repubblica italiana per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea, firmato in data odierna, ho l'onore di informarLa che da parte turca si propone che i due Governi convengano di non avanzare alcuna pretesa per il pagamento delle imposte non ancora riscosse sui redditi derivanti dalla navigazione marittima ed aerea realizzati fino al 31 dicembre 1980.

Ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la relativa risposta che confermi la Sua approvazione su quanto precede costituisca un Accordo fra i nostri due Governi

La prego di accogliere, Eccellenza, le assicurazioni della mia più alta considerazione.

Ankara, 29 settembre 1981

Firmato Ahmet Senvar Doğu

A Sua Eccellenza
Bartolomeo Attolico

Ambasciatore d'Italia
ANKARA

SCAMBIO DI NOTE

Eccellenza,

con riferimento all'Accordo tra il Governo della Repubblica di Turchia ed il Governo della Repubblica italiana per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea, firmato in data odierna, ho l'onore di informarLa che da parte italiana si propone che i due Governi convengano di non avanzare alcuna pretesa per il pagamento delle imposte non ancora riscosse sui redditi derivanti dalla navigazione marittima ed aerea realizzati fino al 31 dicembre 1980.

Ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la relativa risposta che confermi la Sua approvazione su quanto precede costituisca un Accordo fra i nostri due Governi.

La prego di accogliere, Eccellenza, le assicurazioni della mia più alta considerazione.

Ankara 29 settembre 1981

Firmato Bartolomeo Attolico

A Sua Eccellenza
Ahmet Senvar Doĝu

Direttore Generale delle Entrate
MINISTERO DELLE FINANZE

Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Eccellenza,

con riferimento all'Accordo tra il Governo della Repubblica di Turchia ed il Governo della Repubblica italiana per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea, firmato in data odierna, ho l'onore di informarLa che da parte turca si propone che i due Governi convengano di non avanzare alcuna pretesa per il pagamento delle imposte non ancora riscosse sui redditi derivanti dalla navigazione marittima ed aerea realizzati fino al 31 dicembre 1980

Ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la relativa risposta che confermi la Sua approvazione su quanto precede costituisca un Accordo fra i nostri due Governi ».

Ho l'onore di informare Sua Eccellenza che il Governo italiano concorda in merito a quanto precede.

La prego di accogliere, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

Ankara, 29 settembre 1981

Firmato Bartolomeo Attolico

A Sua Eccellenza
Ahmet Senvar Doĝu

Direttore Generale delle Entrate
MINISTERO DELLE FINANZE

Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Eccellenza,

con riferimento all'Accordo tra il Governo della Repubblica di Turchia ed il Governo della Repubblica italiana per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione marittima ed aerea, firmato in data odierna, ho l'onore di informarLa che da parte italiana si propone che i due Governi convengano di non avanzare alcuna pretesa per il pagamento delle imposte non ancora riscosse sui redditi derivanti dalla navigazione marittima ed aerea realizzati fino al 31 dicembre 1980.

Ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la relativa risposta che confermi la Sua approvazione su quanto precede costituisca un Accordo fra i nostri due Governi ».

Ho l'onore di informare Sua Eccellenza che il Governo turco concorda in merito a quanto precede.

La prego di accogliere, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

Ankara, 29 settembre 1981

Firmato Ahmet Senvar Doğu

A Sua Eccellenza
Bartolomeo Attolico

Ambasciatore d'Italia
ANKARA

AGREEMENT

between the government of the Republic of Turkey and the Government of the Italian Republic for the avoidance of double taxation on income arising from the exercise of maritime and air navigation.

The Government of the Republic of Turkey and the Government of the Italian Republic,

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation on income arising from the exercise of maritime and air navigation in international traffic,

Have agreed as follows

ARTICLE 1

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

ARTICLE 2

1 In this Agreement, unless the context otherwise requires

a) the term « Turkey » means the Republic of Turkey, and includes any area beyond the territorial waters of Turkey which, in accordance with the laws of Turkey concerning the exploration and exploitation of the natural resources may be designated as an area within which the rights of Turkey with respect to the sea-bed and subsoil and their natural resources may be exercised;

b) the term « Italy » means the Republic of Italy and includes any area beyond the territorial waters of Italy which, in accordance with the laws of Italy concerning the exploration and exploitation of natural resources, may be designated as an area within which the rights of Italy with respect to the sea-bed and subsoil and their natural resources may be exercised;

c) the terms « Contracting State » and « the other Contracting State » mean Turkey or Italy, as the context requires;

d) the term « person » includes an individual, a company and any other body of persons;

e) the term « company » means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purpose;

f) the terms « enterprise of a Contracting State » and « enterprise of the other Contracting State » mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

g) the expression « exercise of maritime and air navigation » means the professional activity of transportation by sea and air of persons, animals, goods and mail through proprietors, conductors, charterers and shipowners or operators of ships or aircraft, including the sale of passage tickets and similar documents for such transportation and any other activity directly incidental thereto;

h) the expression « international traffic » means any transport by a ship or an aircraft operated by a Turkish or Italian enterprise, except when the ship or the aircraft is operated solely between places situated in the territory of Turkey or of Italy;

i) the term « competent authority » means

1 in the case of Turkey, the Ministry of Finance;

2 in the case of Italy, the Ministry of Finance

2 As regards the application of the Agreement by a Contracting State any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Agreement applies.

ARTICLE 3.

Income arising from the exercise of maritime and air navigation in international traffic performed under the national flag by an enterprise of a Contracting State engaged in such activity, shall be exempt in the other Contracting State from the income tax and any other imposition levied on behalf of that other State or of a local authority thereof on taxable income in that last mentioned State.

ARTICLE 4

This Agreement shall enter into force upon the exchange of instruments of ratification and its provisions shall have effect for taxes with respect to every taxable year beginning on or after the first day of January of the year following that of the entry into force of the Agreement.

ARTICLE 5

This Agreement shall remain in force until denounced by one of the Contracting States Either Contracting State may denounce the Agreement, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year

In such event, the Agreement shall cease to have effect for taxes with respect to every taxable year beginning on or after the first day of January of the year following that in which the notice of termination is given

Done at Ankara on 29th September, 1981

For the Republic of Turkey *General Director of Revenues* *Ministry of Finance*	*For the Italian Republic* *His Excellency* *The Italian Ambassador*
Ahmet Senvar Doĝu	Bartolomeo Attolico

EXCHANGE OF NOTES

Your Excellency,

With reference to the Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Government of the Italian Republic for the avoidance of double taxation on income arising from the exercise of maritime and air navigation, signed today, I have the honour to inform you that the Turkish side proposes that the two Governments agree they shall not claim any right over the payment of taxes not yet collected based on income derived from maritime and air navigation up to the 31st december 1980.

I have the honour to propose that this letter and Your reply confirming your approval of the foregoing will constitute an agreement between our two Governments.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration

Ankara, 29th September, 1981

Firmato Ahmet Senvar Doĝu

To His Excellency
Bartolomeo Attolico

Ambassador of Italy
ANKARA

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated today the contents of which are as follows:

« Your Excellency,

With reference to the Agreement between the Government of the Republic of Turkey and the Government of the Italian Republic for the avoidance of double taxation on income arising from the exercise of maritime and air navigation, signed today, I have the honour to inform you that the Turkish side proposes that the two Governments agree they shall not claim any right over the payment of taxes not yet collected based on income derived from maritime and air navigation up to the 31st december 1980.

I have the honour to propose that this letter and Your reply confirming your approval of the foregoing will constitute an agreement between our two Governments ».

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Italy agrees to the above.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

Ankara, 29th September, 1981.

Firmato Bartolomeo Attolico

To His Excellency
Ahmet Senvar Doĝu

General Director of Revenues
Ministry of Finance

EXCHANGE OF NOTES

Your Excellency,

With reference to the Agreement between the Government of the Italian Republic and the Government of the Republic of Turkey for the avoidance of double taxation on income arising from the exercise of maritime and air navigation, signed today, I have the honour to inform you that the Italian side proposes that the two Governments agree they shall not claim any right over the payment of taxes not yet collected based on income derived from maritime and air navigation up to the 31st december 1980.

I have the honour to propose that this letter and Your reply confirming your approval of the foregoing will constitute an agreement between our two Governments.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

Ankara, 29th September, 1981

Firmato Bartolomeo Attolico

To His Excellency
Ahmet Senvar Doĝu

General Director of Revenues
Ministry of Finance

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated today the contents of which are as follows:

« Your Excellency,

With reference to the Agreement between the Government of the Italian Republic and the Government of the Republic of Turkey for the avoidance of double taxation on income arising from the exercise of maritime and air navigation, signed today, I have the honour to inform you that the Italian side proposes that the two Governments agree they shall not claim any right over the payment of taxes not yet collected based on income derived from maritime and air navigation up to the 31st december 1980.

I have the honour to propose that this letter and Your reply confirming your approval of the foregoing will constitute an agreement between our two Governments ».

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Turkey agrees to the above.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

Ankara, 29th September, 1981

Firmato Ahmet Senvar Doĝu

To His Excellency
Bartolomeo Attolico

Ambassador of Italy
ANKARA

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

L. 900

(3651193/4) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S. (c. m. 411200823410)